

Ueli Maurer découvre les abus du tourisme d'achat aux frontières

Le conseiller fédéral Ueli Maurer est venu observer les difficultés du canton frontalier et écouter les petits patrons genevois

C'est la visite des surprises pour le patron des Finances fédérales et des douanes Ueli Maurer. Venu à Genève pour la seconde fois en deux mois pour se pencher cette fois sur les problèmes des petites entreprises, le conseiller fédéral a réalisé «que les PME genevoises veulent des contrôles aux frontières. C'est particulier, ajoute-t-il un peu estomaqué. Mais je le comprends très bien, dit-il. Genève a un problème avec le tourisme d'achat.» Telle est l'impression que le magistrat semble retirer de ses rencontres avec une brochette de représentants de PME et d'associations professionnelles (Trade Club, Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, Fédération des métiers du bâtiment).

Le mal du franc fort

Le problème des PME est bien connu. Willy Cretegnny, membre de la plate-forme du commerce, et Frédéric Plojoux, président de la Fédération genevoise des fournisseurs de la construction, résumant: c'est «l'augmentation de la fraude aux douanes et la baisse des effectifs aux douanes». Le différentiel de prix avec la France existe depuis toujours. Mais il est devenu aigu à cause du franc fort et l'écart devenu permanent soustrait de plus en plus

de clients aux commerces genevois. Et les règles ne sont plus respectées. Que faire? Pour les commerçants, aucune mesure n'est à écarter. Bernard Menuz, représentant de l'association des bouchers, et Willy Cretegnny plaident ainsi pour «des mesures d'accompagnement pour les PME». Le représentant de la Chambre de commerce, Vincent Subilia, ajoute: «Le respect des normes en matière d'importa-

«Les PME à Genève veulent des contrôles aux frontières. C'est particulier»

Ueli Maurer
Conseiller fédéral

tion de marchandises et la sanction des contrevenants sont décisifs contre la concurrence déloyale.» Pour convaincre Berne d'engager plus d'agents aux frontières, il propose d'évoquer auprès des élus «le retour sur investissement pour la Confédération que représente l'engagement de gardes-frontière.» En tendant un peu l'oreille, on comprend que les PME s'estiment mal représentées. «A Berne, on est allé très loin pour aider les multinationales et on ne s'est guère préoccupé de nous», reproche Frédéric Plojoux.

Avant sa rencontre avec les

PME, Ueli Maurer est passé par Matignin et Bardonnex.

Il manque 70 agents

Le conseiller fédéral a visité le Centre de coopération policière et douanière de Cointrin. Selon le Canton, il manque 70 agents en uniforme ou en civil pour surveiller les frontières cantonales, qui comptent 80 points de passages, dont 34 routiers. A la fin de 2016, le Corps des gardes-frontière comptait 320 agents pour un effectif financé de 355 postes. «Mais il faudrait encore 10% d'effectifs en plus pour faire le travail», estime le conseiller d'Etat en charge de la sécurité et de l'économie, Pierre Maudet. Le calcul des fonctionnaires manquants est vite fait. Mais les verra-t-on un jour, ces agents que les milieux économiques réclament pour limiter les abus du tourisme d'achat? Peut-être, mais pas demain. «A Berne, explique en effet Ueli Maurer, le parlement a décidé de bloquer les postes. Il a même fallu couper dans les contrôleurs fiscaux, alors que chacun rapporte quatre millions. J'espère qu'il sera bientôt possible de discuter, car on parle quand même de sécurité.»

En attendant, l'élu évoque un possible retour des agents prêtés au Tessin pour gérer la crise migratoire. Pierre Maudet salue la coopération à Berne. «Elle a permis le maintien de la plate-forme de dédouanement de Thônex-Vallard, dit-il, et l'implantation d'un bureau douanier de contrôle des métaux précieux à Cointrin.» **Marc Bretton**